

Le régime tchétchène se prévaut de l'islam pour mieux réprimer

mercredi 30 mai 2018, par [HUÉROU Anne Le](#), [MERLIN Aude](#) (Date de rédaction antérieure : 1er avril 2018).

Après avoir perdu deux guerres contre l'armée russe, le maquis tchétchène compte aujourd'hui une majorité de djihadistes. En réponse, le pouvoir local, allié de Moscou, exalte la tradition soufie et la polygamie. Cette manipulation de la religion n'a pas empêché la recrudescence des attentats. Au grand dam du Kremlin, qui a installé ce régime afin qu'il maintienne l'ordre.

Des millions de personnes défilaient en France, le 11 janvier 2015, en hommage aux journalistes de *Charlie Hebdo* assassinés quatre jours plus tôt par les frères Kouachi. Une soixantaine de chefs d'État et de dirigeants politiques étaient venus à Paris témoigner leur solidarité. Huit jours plus tard, une voix brise cette communion internationale : 800 000 musulmans venus de tout le Caucase du Nord participent à Grozny, capitale de la Tchétchénie, à un rassemblement contre la caricature du Prophète qui a fait la « une » du « numéro des survivants », le 14 janvier. « We love prophet Muhammad », peut-on lire sur de nombreux ballons rouges en forme de cœur flottant au-dessus des têtes. « *Jamais nous ne laisserons salir le nom de Muhammad* », avertit Ramzan Kadyrov, chef de la République tchétchène et initiateur de l'événement. Deux ans plus tard, à la veille d'une manifestation contre la répression de la minorité rohingya en Birmanie, il lance : « *Si Moscou soutient les démons qui commettent ces crimes aujourd'hui, je serai contre la position de Moscou.* »

Les incartades que s'autorise le dirigeant tchétchène à l'égard du pouvoir fédéral invitent à mettre en doute la stabilité du pacte scellé entre Moscou et Grozny au milieu des années 2000. En vertu de ce contrat, les nouvelles autorités tchétchènes jouissent d'une grande latitude dans la gestion de leurs affaires internes ; mais elles doivent en échange une loyauté infaillible au Kremlin, notamment lors des échéances électorales. Au scrutin présidentiel de mars 2018, M. Kadyrov a offert au président Poutine un score aussi écrasant que douteux : 91 % des voix (contre 99,8 % en 2012). Cet unanimité de façade s'explique par la mise en coupe réglée d'une population connue pour sa longue résistance à son intégration dans l'Empire russe, au milieu du XIX^e siècle, et pour sa volonté d'indépendance au moment de la chute de l'URSS.

Le régime d'exception auquel est soumise la population tchétchène s'enracine dans les deux guerres contemporaines qui ont ravagé la République. Le président russe Boris Eltsine avait déclenché la première (1994-1996) au nom du « *rétablissement de l'ordre constitutionnel* », de peur que les forces centrifuges qui avaient eu raison de l'Union soviétique ne disloquent à son tour la Fédération de Russie. Les chancelleries occidentales ne condamnèrent que mollement cette décision, pensant qu'il valait mieux inclure la Russie dans les grandes organisations internationales et craignant le retour du communisme à l'approche des élections de 1996. En dépit des accords de paix et de l'élection de l'indépendantiste laïque et modéré Aslan Maskhadov face à l'islamiste radical Chamil Bassaïev, M. Vladimir Poutine, alors premier ministre, lança la seconde guerre en septembre 1999, au nom de la « *lutte antiterroriste* », après des attentats attribués — sans preuve — à des Tchétchènes. Si l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE) condamna la Russie dès la reprise des hostilités, Moscou parvint à convaincre les Occidentaux, sous le choc des attentats

du 11-Septembre, que le conflit tchétchène s'inscrivait dans la lutte commune contre le terrorisme international. Ces deux conflits ont décimé la population (plusieurs dizaines de milliers de morts et jusqu'à 250 000 réfugiés) et provoqué la destruction, par deux fois, de Grozny ainsi que d'une grande partie de la République.

Identité folklorisée

En refusant de négocier avec les indépendantistes modérés, M. Poutine a accéléré la radicalisation d'une partie des combattants. Les attentats se sont multipliés, de même que, plus récemment, les départs pour rejoindre les rangs de groupes djihadistes en Irak et en Syrie. La proclamation en 2007 de l'Émirat du Caucase, qui a fait allégeance à l'Organisation de l'État islamique en 2015, a entériné la faillite du projet itchkérien — du nom de l'éphémère République indépendantiste tchétchène (1991-1994 puis 1996-1999), portée par la première génération de séparatistes — au profit d'une alliance avec le djihadisme.

L'année 2009 a marqué officiellement la fin de l'« opération antiterroriste », mais pas celle des violences. Le conflit armé entre le maquis et les troupes fédérales s'est mué depuis plusieurs années en un affrontement intratchétchène. « Tchétchénisation » : c'est ainsi qu'on désigne la stratégie de Moscou, qui consiste à déléguer à des autorités locales spécialement cooptées le sale boulot de la répression. Quelques mois après la reprise de Grozny, en février 2000, Moscou nomme l'ancien mufti Akhmad Kadyrov chef de l'administration provisoire, puis soutient son élection à la présidence de la République en 2003, à l'issue d'un scrutin entaché d'irrégularités. Son fils Ramzan dirige sa garde personnelle. Après l'assassinat de son père en mai 2004, il prend les rênes de la République et lui succède officiellement en 2007. Mieux à même de conquérir l'adhésion de la population que ne l'aurait fait un stationnement durable de l'armée fédérale, la *pax kadyrovska* ne signe pas pour autant la résolution du conflit. Ce dernier couve plutôt sous la chape de plomb imposée par un pouvoir soucieux de faire taire toute voix dissidente. L'arrestation, le 9 janvier dernier, de M. Oyoub Titiev, responsable en Tchétchénie de l'association russe de défense des droits humains Memorial, selon le scénario bien rodé d'une affaire judiciaire fabriquée — la « découverte » de cannabis dans sa voiture —, s'ajoute à une liste déjà longue d'intimidations, de harcèlement et parfois de meurtres. On se souvient notamment de l'assassinat, en 2009, de Natalia Estemirova, également membre de Memorial, après celui, en 2006, de la journaliste Anna Politkovskaïa, qui enquêtait sur les actes de torture commis en Tchétchénie. Memorial parle d'un « *État totalitaire au sein de l'État russe* ».

Bien que circonscrite à un territoire grand comme trois départements français, la situation en Tchétchénie a aussi produit des effets délétères sur l'ensemble de la Russie. Dans les années 2000, certains militaires et policiers reproduisent des techniques de rafle ou d'encercllement utilisées sur le terrain tchétchène, cette fois pour lutter contre la délinquance ordinaire [1]. Dans un contexte où les médias stigmatisent les Tchétchènes et, par extension, tous les Nord-Caucasiens, le retour de vétérans souffrant du « syndrome tchétchène » amplifie une xénophobie déjà latente dans la société, renforcée par l'aspect colonial du conflit. Avec le régime qui sévit aujourd'hui, les choses ont pris une autre dimension : M. Kadyrov peut envoyer des hommes de main partout en Russie, voire à l'étranger, et menacer ou éliminer des dissidents, comme l'a montré le meurtre, en février 2015, par des exécutants tchétchènes — les seuls à avoir été inquiétés par la justice —, de l'opposant à M. Poutine Boris Nemtsov. Enfin, la question tchétchène a contribué aux dérives autoritaires du régime russe, à travers les lois antiterroristes et celles visant à lutter contre l'« extrémisme ». La dernière, en 2016, a abaissé l'âge de la responsabilité pénale pour ce motif à 14 ans.

Entre 2007 et 2015, Moscou a déversé en moyenne 60 milliards de roubles par an (environ 1,4 milliard d'euros à l'époque) pour maintenir Grozny dans le giron russe [2]. Derrière les murs des bâtiments flambant neufs érigés grâce à des fonds fédéraux, et en dépit des affirmations répétées

selon lesquelles la rébellion armée a été matée, les exactions du régime demeurent quotidiennes. Durant les derniers mois de 2017, les disparitions dans des circonstances non élucidées se sont multipliées [3]. Impossible aujourd'hui de retrouver la trace de centaines de personnes, après que des hommes en armes, cagoulés et s'identifiant généralement comme appartenant aux forces de l'ordre, ont fait irruption chez elles, à la recherche d'un sympathisant supposé de la rébellion... Tout le monde, ou presque, peut être inquiété : un internaute critiquant sur les réseaux sociaux l'arbitraire du pouvoir, un blogueur évoquant l'Itchkérie dans un billet... Ancien vice-premier ministre d'Itchkérie sous M. Maskhadov, M. Rouslan Koutaev a été condamné en 2014 à quatre ans de prison. Son tort : avoir organisé une conférence à l'occasion des soixante-dix ans des déportations ordonnées par Joseph Staline en février 1944, malgré l'interdiction de toute commémoration publique. En une semaine, l'ensemble de la population tchétchène, accusée fallacieusement de collaboration massive avec les nazis, avait alors été exilé en Asie centrale ; beaucoup avaient péri en chemin.

Au-delà de la répression des voix discordantes, le pouvoir s'immisce progressivement dans la vie privée de ses administrés : obligation pour les femmes de porter un foulard couvrant leurs cheveux au travail ou à l'université, réglementation de la taille de la barbe pour les hommes, injonction faite aux couples divorcés de reprendre une vie commune, autorisation d'unions polygames... Ironie du sort, les suspects de sympathie pour les courants salafistes radicaux se retrouvent logés à la même enseigne que celles et ceux qui sont soupçonnés d'homosexualité [4].

La coercition ne suffit pourtant pas à expliquer la longévité d'un régime qui a également besoin de se trouver des modes de légitimation, et qui flatte donc la fibre nationaliste de la population. La langue tchétchène est célébrée lors d'une fête nationale, le 16 avril. Ces dernières années, des musées exaltant les vertus du peuple tchétchène ont été inaugurés. Le bâtiment du Musée national de Grozny, dont l'architecture s'inspire des fortifications des villages de montagne, héberge des collections d'instruments de musique et de vêtements traditionnels ; la narration est celle d'une loyauté totale à Moscou, gommant tous les épisodes d'affrontement et tous les contentieux.

Cette identité tchétchène passablement folklorisée se veut donc compatible avec un hyperpatriotisme russe [5]. Le 4 novembre 2017, à l'approche de la fête nationale de « l'unité du peuple », qui passe quasi inaperçue ailleurs en Russie, la capitale tchétchène se couvre de banderoles. « La Russie unit » ; « 4 novembre, jour de l'unité du peuple » ; « Nous sommes unis », peut-on y lire. « *Bien sûr, nous devons participer au défilé du 4 novembre, nous confie à la veille de l'événement une professeure d'université. Nous sommes convoqués le matin. Personne ne peut sérieusement envisager de ne pas se rendre aux festivités. Nous accueillerons nos groupes d'étudiants et nous irons manifester, point.* » Une forêt de portraits de M. Poutine ou des Kadyrov père et fils surnage au-dessus de la foule qui descend l'avenue Vladimir-Poutine, du nom de celui qui donna l'ordre de bombarder Grozny en 1999. Le drapeau tchétchène voisine partout avec le drapeau russe, comme pour rappeler aux passants le contrat que le régime de M. Kadyrov a scellé avec le Kremlin. S'arranger avec Moscou : n'est-ce pas la meilleure manière de préserver la paix ?, semble suggérer cette mise en scène. M. Kadyrov ne jouit-il pas d'une autonomie dans la gestion intérieure bien plus ample que celle qu'avaient obtenue les indépendantistes, aujourd'hui discrédités et marginalisés ?

Un rigorisme sans équivalent

Ces proclamations de loyauté ne vont pas sans une subtile démonstration de force. En décembre 2014, M. Kadyrov faisait parader ses « fantassins de Poutine », une garde surarmée, prête à assurer des missions de sécurité pour le compte du Kremlin partout dans le monde, mais hors du contrôle direct de Moscou. Après avoir été testée en Ossétie du Sud à l'été 2008, lors de la guerre avec la Géorgie, la présence militaire tchétchène sur les fronts étrangers a été activée dans

le Donbass aux côtés des séparatistes ukrainiens en 2014, puis en Syrie en décembre 2016, avec l'envoi d'un bataillon tchétchène de la police militaire du ministère de la défense russe, rentré en février 2018.

Dans un contexte où la société se tourne davantage vers la religion, l'islam est un levier volontiers actionné par le chef de la République. Jusque dans la signalétique routière... « Au nom d'Allah, ne dépassez pas la vitesse autorisée. Protégez-vous, ainsi que vos frères et sœurs. N'excédez pas les quarante kilomètres à l'heure », pouvait-on lire en octobre 2017 sur un panneau à la sortie de Grozny.

Puisant dans une tradition soufie malmenée par la répression stalinienne, puis par la déportation, et marginalisée par l'émergence de courants islamistes concurrents venus du Golfe, l'islam de Tchétchénie a fait l'objet depuis la fin des années 2000 d'une mise au pas très politique [6]. L'islam officiel reprend les rites soufis — comme le zikr, culte des saints dans lequel M. Kadyrov se met régulièrement en scène — en leur ajoutant, dans le domaine des mœurs, un rigorisme qui n'a pas d'équivalent dans les autres régions musulmanes de Russie. Bien qu'interdite par la législation russe, la polygamie est autorisée sur le territoire tchétchène ; les femmes ont l'obligation de porter le foulard dans les administrations, en contravention avec le principe de laïcité théoriquement inscrit dans la Constitution fédérale. Cet islam officiel dit « traditionnel », coloré de références nationales tchétchènes, présente bien des avantages pour le pouvoir. Notamment celui de s'opposer au salafisme politico-religieux du maquis islamiste nord-caucasien incarné par l'Émirat du Caucase, et de défendre un islam rigoriste, mais compatible avec la vision des autorités fédérales.

Désormais, M. Kadyrov voit grand. Après avoir instrumentalisé la religion à des fins internes, il ne cache guère son ambition de prendre la tête du monde musulman de Russie. Ce qui ne va pas sans frictions. À l'été 2016, par exemple, un congrès de grands théologiens sunnites de Russie et du monde arabe, réuni à Grozny à son invitation, a émis une fatwa dénonçant comme « égarés » et « détournés de la vérité » le salafisme et le wahhabisme, suscitant la gêne en Arabie saoudite, où le second est la doctrine officielle. Rappelé à l'ordre par Moscou, M. Kadyrov tempore, afin de ne pas contrecarrer les nouvelles ambitions diplomatiques de la Russie dans le monde arabe — dont il est lui-même l'un des ambassadeurs privilégiés —, mais aussi de rassurer les investisseurs de la péninsule arabique.

Au moment où Moscou se montre moins prodigue envers cette république dont plus de 80 % du budget dépend de l'aide fédérale, son chef a intérêt à soigner ses relations avec les dignitaires des Émirats arabes unis ou de l'Arabie saoudite, qui, depuis trois ans, défilent à Grozny, contrats économiques et commerciaux à la clé. À charge de revanche, la très opaque Fondation Akhmad Kadyrov, alimentée par des ponctions aussi officieuses qu'obligatoires sur les salaires, a financé en septembre 2017 la reconstruction de la mosquée des Omeyyades à Alep, à hauteur de 14 millions de dollars. En récompense de sa générosité, le chef de la République tchétchène s'est vu décorer par le secrétaire du Conseil de sécurité de Russie, M. Nikolaï Patrouchev, de la médaille « *pour services rendus à la sécurité internationale* ».

Derrière la stabilité tant vantée, l'exaspération de la population est réelle, même si elle s'exprime rarement — sauf sous la forme d'attaques armées. « *Jamais on ne dira ce qu'on pense devant un membre de sa famille* », nous glisse M. Anzor N. au volant de sa voiture, sans se retourner, dans la nuit noire d'octobre 2017.

Il n'existe aucun média local indépendant, à l'exception du magazine trimestriel *Doch* [7], dont la rédaction est à Moscou et dont les journalistes subissent régulièrement des pressions. Le mécontentement et la colère se manifestent sur Internet et les réseaux sociaux, pourtant soigneusement contrôlés. À l'instar d'autres protestataires actifs sur YouTube en Russie, certains,

telle Aïchat Inaeva, n'hésitent plus à publier des messages adressés à M. Kadyrov. Cependant, après avoir dénoncé, en décembre 2015, les pratiques d'extorsion, et mis en cause directement le dirigeant tchétchène — « *Les gens meurent de faim, et vous n'en avez rien à faire* » —, cette jeune assistante sociale a retiré ses propos dans une nouvelle vidéo diffusée cette fois sur la chaîne nationale, tandis que son mari, montré du doigt comme incapable de « *tenir son épouse* », subissait une séance d'humiliation publique — un châtement de plus en plus répandu, et d'autant plus efficace qu'il accule des familles entières à la dénonciation, à la honte sociale ou à l'exil.

La pratique religieuse non conforme aux canons de l'islam officiel peut aussi contenir une dimension de protestation politique, à la mesure de la captation de l'islam « traditionnel » par le pouvoir. M. Zelimkhan P. [8], juriste et défenseur des droits humains, contraint pour des raisons de sécurité de quitter la Tchétchénie en 2016 avec sa famille, souligne : « *Quatre-vingt-dix pour cent de la population était contre la fatwa des autorités religieuses officielles... Si les gens avaient le choix, ils iraient dans d'autres mosquées. Certains traversent la frontière [9] pour aller en Ingouchie écouter Khamzat Tchoumakov ou Isa Tsetchoev [des prédicateurs ingouches issus de mosquées désignées comme salafistes].* »

Quant à la rébellion armée, elle connaît depuis 2014 un regain d'activité qui prend la forme d'attaques contre des policiers (lire « [La fin d'une idylle ?](#) »). La dernière en date, en mars 2017, contre des membres de la garde nationale, a été suivie d'une répression accrue contre toute personne suspecte de soutien à la rébellion, suscitant encore plus d'hostilité et de défiance envers le régime.

Alors que l'affaire Titiev a été transférée au Comité d'enquête fédéral, et que l'incendie criminel du bureau de Memorial en Ingouchie après son arrestation n'a pas non plus été élucidé, le slogan qui figure dans toute la République sur de nombreuses affiches représentant M. Kadyrov, « *Que prospère la justice !* », résonne de façon plus grinçante encore.

Anne Le Huérou & Aude Merlin

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Le monde diplomatique

https://www.monde-diplomatique.fr/2018/04/LE_HUEROU/58581

Notes

[1] Anne Le Huérou et Élisabeth Sieca-Kozłowski, « Un "syndrome tchétchène" ? », dans Nathalie Duclos (sous la dir. de), *L'Adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Karthala, coll. « Recherches internationales », Paris, 2010.

[2] « La Tchétchénie en vingt faits » (en russe), RBK, 1^{er} février 2016, www.rbc.ru

[3] Le site www.kavkaz-uzel.eu tient la chronique des disparitions.

[4] (lire « Les homosexuels, ces « terroristes » »)

[5] Marlène Laruelle, « Le kadyrovisme : un rigorisme islamique au service du système Poutine ? », Russie.Nei.Visions, no 99, Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, mars 2017.

[6] Ibid.

[7] Cf. www.doshdu.ru

[8] Le prénom a été changé.

[9] La Tchétchénie et l'Ingouchie sont deux républiques fédérées de la Fédération de Russie. Voisines géographiquement, elles formaient une république conjointe de Tchétchénie-Ingouchie à l'époque soviétique.